

NOVEMBRE 2010

Pages 2-5

ACTUALITÉS DU MONDE

Sahara occidental

Conférence de la Coordination de soutien au peuple sahraoui

Argentine

Nestor Kirchner, l'homme qui a rompu avec le consensus néo-libéral argentin

Kurdistan de Turquie

Procès de Diyarbakir

France/Grande-Bretagne

Accords de coopération militaire

Pages 6-7

FOCUS

Rencontre de Bamako

Page 8

ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 9-11

REGARD sur

Sommet de l'OTAN à Lisbonne

OTAN: une crise conceptuelle et stratégique

Les pays de l'Alliance atlantique ont tenu à Lisbonne un sommet qu'ils qualifient d'historique. Un sommet, disent-ils, pour faire face aux défis du XXIème siècle avec l'adoption d'un « nouveau concept stratégique ». La réalité n'est pas celle-ci, et l'on ne voit guère dans ce concept ce qu'il y aurait de bien nouveau par rapport à la politique otanienne déjà mise en œuvre. Même le projet d'un système anti-missiles faisait déjà partie de la stratégie adoptée en 1999... En réalité, le sommet de Lisbonne est un sommet de crise. Une crise conceptuelle et stratégique.

L'OTAN comme l'UE demandent explicitement à leurs États membres un renforcement de leur capacité militaire, qui doit passer par une augmentation des budgets de Défense alors que tous les États subissent une grave crise financière et des finances publiques. La France pense avoir trouvé une solution en signant avec la Grande Bretagne un accord de « mutualisation » des moyens touchant aux industries de défense, aux forces d'interventions extérieures, au conventionnel et même au nucléaire. Cette fuite en avant se fait sur une conception militarisée du rôle des Européens.

La principale contradiction est plus fondamentale encore. Elle se situe entre les exigences réelles de sécurité dans le monde actuel et le niveau particulièrement élevé de militarisation et d'engagement militaire, l'ampleur des projections de forces, la poussée à la sophistication des moyens de défense et à la modernisation des arsenaux nucléaires... c'est-à-dire à la réalité de la nouvelle course aux armements. C'est la raison essentielle de cette crise conceptuelle et stratégique : plus l'engagement militariste s'affirme, par exemple en Irak et en Afghanistan, plus la confrontation armée, la violence et l'insécurité augmentent. L'OTAN est un facteur déterminant des crises d'aujourd'hui. Sa stratégie hégémonique aboutit à des impasses sécuritaires et politiques dramatiques. Le sommet de Lisbonne rappelle à la fois la nécessité de son démantèlement et le besoin d'un système international et européen de sécurité totalement différent.

Nicolas Sarkozy ne cesse d'affirmer que la dissuasion et une défense à la hauteur sont nécessaires dans un monde incertain. Il est certain que le monde est incertain... mais la question posée aujourd'hui est précisément: comment construit-on de la sécurité ? Comment rend-on le monde plus sûr ? Avec quelles politiques pour le développement humain et la justice, pour le règlement des conflits, pour le multilatéralisme et le renforcement de l'ONU, pour le désarmement nucléaire et conventionnel, pour l'application par tous du Traité de non-prolifération nucléaire... ? C'est toute la configuration des relations internationales qui est en cause.

Jacques Fath

responsable des Relations internationales



- Congrès du PGE à Paris-La défense (CNIT), du 3 au 5 décembre
- Compte-rendu public du contre-sommet de l'OTAN à Lisbonne par le Collectif OTAN-Afghanistan à la Bourse du Travail, le 8 décembre à 18h30
- Audition publique de Geneviève Garrigos, présidente d'Amnesty International France sur l'état des droits de l'Homme dans le monde, au siège du PCF (salle des délégations) le 14 décembre à 19h

Sahara occidental soutien au peuple sahraoui



Notre participation à la 36ème Conférence de la coordination du soutien au peuple sahraoui, qui s'est tenue au Mans du 29 au 31 octobre 2010, s'inscrit dans la continuité et la constance de notre position en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui, dont le territoire est occupé par le Maroc, depuis la fin de la colonisation espagnole.

Les participants européens et africains à cette conférence ont entendu en plénière et au sein des ateliers, les témoignages d'anciens disparus et prisonniers sahraouis ainsi que les militants des droits de l'Homme et juristes français et internationaux sur la question du respect du droit international, notamment les résolutions des Nations unies.

Cette conférence s'est tenue dans un contexte de durcissement de la politique d'occupation marocaine, de la pratique systématique de la torture, de la répression de manifestations pacifiques et au rythme de parodies de procès de prisonniers politiques.

Face à cette situation, qui dure depuis 36 ans, et au silence complice de la communauté internationale et d'un grand nombre de médias, les Sahraouis n'ont cessé de multiplier les formes de résistance pacifique ; ainsi, les

extrait de l'intervention de Stéphane Fouéré responsable *International* de la fédération de la Sarthe

« Au nom de la Fédération de la Sarthe du Parti communiste français [...] je tiens à réaffirmer ici notre solidarité avec la lutte du peuple sahraoui pour son droit à l'autodétermination, pour ses droits démocratiques et sa souveraineté. Notre solidarité va à toutes les forces qui agissent pour faire reconnaître ces aspirations légitimes ; notamment aux partis et mouvements progressistes marocains qui les soutiennent. Il y a urgence à concrétiser une solution pacifique et politique.

Nous soutenons le peuple sahraoui qui réaffirme avec courage et dans l'unité sa volonté de déterminer librement son avenir. Votre lutte fait écho à celle des peuples, en France et dans le monde, qui veulent prendre leur destin en main et s'émanciper de la domination capitaliste. Les communistes sarthois considèrent qu'un autre monde est possible et que ce sont les peuples, dans leurs luttes, qui écrivent l'Histoire ! Il est grand temps que l'Etat chérifien entende ce peuple !

Nous demandons solennellement aux autorités marocaines :

- d'arrêter le pillage des richesses minières (phosphate) et halieutiques du Sahara Occidental,
- de respecter les résolutions de l'ONU garantes du droit international,
- de garantir la libre autodétermination du peuple sahraoui,
- de respecter les droits de l'Homme,
- de libérer tous les prisonniers politiques et cesser toute répression à l'encontre des militants de l'indépendance du Sahara Occidental. »

habitants d'El Ayoun ont installé un camp à l'extérieur de la ville pour sonner l'alarme quant à leurs conditions de vie.

Lors de son témoignage, Aminatou Amaydan, activiste sahraouie des droits de l'Homme, a tenu à préciser que, si au début de cette action l'objectif était d'attirer l'attention sur la situation sociale des Sahraouis, cela a pris une dimension de revendication pour l'indépendance du peuple sahraoui, l'affirmation de son identité et la reconnaissance de son droit à l'autodétermination.

Ce camp baptisé celui de l'indépendance est une initiative nouvelle d'envergure puisque plus de 20 000 personnes y ont pris place et bien que composé essentiellement de femmes, d'enfants et de personnes âgées vivant dans des conditions précaires, il a été encerclé par l'armée, la police et la gendarmerie et isolé du reste de la population.

Ces forces n'ont pas hésité à tirer sur une voiture qui rejoignait le camp, tuant un jeune de 14 ans, Nadjem Garhi, et blessant trois autres aussitôt portés disparus.

Nous apprenions également l'arrestation d'Ennâma Asfari, militant sahraoui, résident en France, qui avait déjà connu la prison marocaine et la torture.

Les orateurs qui se sont succédés n'ont cessé de rappeler qu'ils ne plieront pas et ce, malgré les souffrances et les sacrifices, la répression et les intimidations, les emprisonnements et la torture. Eux qui ont connu ces traitements, parmi lesquels on peut signaler la présence et le témoignage de Brahim Dahane et de Brahim Sabar, anciens disparus et anciens prisonniers, ne renonceront pas à ce droit fondamental de libérer leur territoire et de conduire leur propre destin.

À la suite de cet évènement, une délégation sahraouie a été reçue au siège du PCF le 5 novembre dernier. Le PCF *, après échanges avec les représentants sahraouis, a réaffirmé son soutien et sa solidarité avec la lutte du peuple sahraoui et son droit à disposer de lui-même. Il continuera à suivre avec la plus grande attention les évolutions politiques et stratégiques dans la région, à agir par le biais de ses groupes parlementaires en France et en Europe pour que les droits du peuple sahraoui soient reconnus et pour contribuer à briser le silence autour de la question sahraouie.

Depuis cette date, la répression s'est abattue sur le camp, faisant 11 morts et des centaines de blessés, les autorités marocaines empêchant les députés français et européens ainsi que les défenseurs des droits de l'Homme et les observateurs internationaux de tout contact avec la population sahraouie.

Meriem Derkaoui
collaboratrice des *Relations internationales*

* Représentants du PCF : J. Fath, S. Jan, D. Rondepierre, E. Beker, M. Derkaoui

Argentine

Nestor Kirchner l'homme qui a rompu avec le consensus néo-libéral argentin

« C'est à moi qu'il a incombé de sortir l'Argentine de l'enfer », disait Nestor Kirchner au quotidien argentin *Pagina 12* en janvier 2010. L'« enfer » était le résultat de 25 années de politiques néolibérales menées par les militaires puis tour à tour, au retour de la démocratie, par les radicaux, les péronistes et puis à nouveau par les radicaux et d'autres secteurs proches de la social-démocratie.

« Qu'ils s'en aillent tous ! » était le mot d'ordre de la révolte populaire qui a fait tomber le gouvernement de centre gauche, lequel avait appliqué sans hésiter les recettes du FMI et avait trempé dans les affaires de corruption qu'on croyait propres au péronisme. La colère populaire s'est exprimée pour rejeter les sacrifices imposés et le gel des comptes bancaires. Sous la pression de la rue, les péronistes, qui avaient repris le gouvernement, ont du accepter le défaut et suspendre le paiement de la dette. Le désastre des politiques néolibérales avait laissé au pays une dette qui représentait une fois et demie son PIB, 8 millions de pauvres et une monnaie dévaluée de 300 %...

Lors des élections d'avril 2003, la question était de savoir si les Argentins allaient vraiment faire en sorte que tous les responsables politiques soient sanctionnés ou si, en fin de comptes, ils allaient encore « reprendre les mêmes ». 78 % des électeurs ont participé au scrutin auquel le Parti justicialiste, le parti péroniste, s'est présenté divisé. Ses trois candidats se sont repartit 60 % des votes : Nestor Kirchner, ancien militant de l'aile progressiste du péronisme, a obtenu 22,4 %, Carlos Menem, qui avait mené une politique ultra-libérale entre 1989 et 1999, a obtenu 24 % et Adolfo Rodríguez Saa, 14 %. Le radical Lopez Murphy obtenait 16 % et Elsa Carrio, candidate de centre gauche, 14 %. Le deuxième tour n'a pas eu lieu puisque Carlos Menem a préféré se retirer, laissant la voie ouverte à Nestor Kirchner, qui allait devoir affirmer sa légitimité. La victoire obtenue par son épouse Cristina Fernandez à la présidentielle de 2007, avec 45 % des voix (il n'y a pas de réélection possible en Argentine suite à un mandat présidentiel), a montré le soutien à sa politique gagnée en quatre ans.

La présidence de Nestor Kirchner a représenté un tournant pour l'Argentine et a suscité un grand espoir. Il a eu le courage nécessaire pour répondre aux exigences exprimées par les Argentins avec une nouvelle perspec-



tive, il a su comprendre qu'on ne pouvait pas sortir de l'impasse en reprenant les mêmes recettes. Et il a emprunté le chemin du rejet du fameux *Consensus de Washington* en rejoignant ainsi les autres présidents élus de la gauche de transformation.

Pourtant, Nestor Kirchner n'a jamais promis de changements radicaux, rien de plus qu'une vision très péroniste, celle d'un capitalisme national développé, indépendant, avec une redistribution des richesses. Contrairement à ses prédécesseurs, il a affronté le FMI dans de dures négociations qui ont permis une décote de 70 % de la dette. En outre, en 2006, l'Argentine, après le paiement de 9,5 milliards de dollars, a pu se désengager de l'emprise du FMI, organisation en bonne partie responsable des malheurs de ce pays.

D'autres réformes ont marqué le mandat de Nestor Kirchner, notamment celle qui impose l'élection (et des concours) des juges de la Cour suprême de Justice, jusque-là nommés, et qui avaient joué un rôle de complices des politiques les plus réactionnaires. Les lois qui laissaient dans l'impunité les auteurs de crimes commis pendant la dictature ont été abrogées, des procès ont été initiés contre des responsables des assassinats et disparitions forcées, les organisations des droits de l'Homme ont reçu un vrai soutien pour retrouver les enfants des victimes enlevées. Des politiques sociales ont permis de faire reculer la pauvreté et plus de 3 millions de personnes ont pu bénéficier des aides aux familles modestes. Les retraités, chômeurs et travailleurs du secteur informel ont enfin eu accès à la Sécurité sociale et pendant la crise, des subventions ont été directement distribuées aux salariés.

La droite argentine et les cercles bien pensants européens et étasuniens ont réagi violemment lorsque une nouvelle loi, qui visait à mettre fin aux monopoles dans les médias, a été adoptée. On a accusé le couple Kirchner d'autoritarisme et de violation du droit de libre expression. En réalité, cette loi a redistribué de manière juste l'utilisation des fréquences entre les médias publics, privés et sociaux.

En 2005, lors du Sommet des Amériques de Mar del Plata, Nestor Kirchner et les présidents progressistes ont enterré le projet étasunien d'Accord de libre échange des Amériques et les années suivantes, Nestor Kirchner présidait l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR), organisme embryon de la future intégration latino-américaine qu'il a contribué à créer.

Le décès de Nestor Kirchner laisse un vide important au moment où l'Argentine entre dans la période précédant les élections de 2011. Ce sera un moment décisif pour le rassemblement des forces progressistes qu'il avait réussi à créer en réunissant des péronistes, socialistes et communistes.

Kurdistan de Turquie
procès de masse contre des élu-e-s



Le 18 octobre s'est ouvert, devant la 6ème chambre du tribunal de Diyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie, le procès de 151 personnalités kurdes.

Parmi elles, de nombreux élu-e-s du BTP (Parti pour la démocratie et la paix) dont Osman Baydémir, maire de Diyarbakir, Abdullah Dêmirbas, maire de Sur, mais également des députés, anciens maires, conseiller municipaux ou régionaux.

Toutes et tous, élu-e-s au suffrage universel et dont la légitimité a été confirmée à l'occasion des élections municipales de 2009 où la plus part d'entre eux ont été élu-e-s ou réélu-e-s avec plus de 60% des voix.

Leurs crimes ? Revendiquer la reconnaissance de leur langue maternelle, de leur culture, de leur identité millénaire. Celle du peuple kurde qui, depuis l'antiquité, refuse l'assimilation forcée et mène ce combat de génération en génération.

Ces femmes et hommes encourent au total jusqu'à 3 000 ans d'emprisonnement pour être fidèles à leur peuple et porter chaque jour, y compris dans la gestion des villes dont ils ont la responsabilité, la voix de la paix et de la démocratie.

Pour avoir parlé, écrit ou publié des documents administratifs en kurde, ils sont coupables de séparatisme dans une Turquie dont la France et l'Union européenne vantent les avancées démocratiques.

Accusés de séparatisme au motif qu'ils revendiquent une solution politique et pacifique à la question kurde et se refusent à assimiler la notion de terrorisme à la résistance armée menée par le mouvement nationale kurde animée par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) comme le font le gouvernement turc, l'Union européenne et les États-Unis.

Présents à l'ouverture du procès avec de nombreuses délégations internationales, nous pouvons témoigner à la fois des conditions anormales de son déroulement, de la volonté affichée par les autorités de l'exemplarité de celui-ci en terme de négation de l'identité kurde et, dans le même temps, du formidable soutien populaire dont bénéficient les inculpé-e-s.

Face aux forces militaires et de police, des milliers d'habitants expriment, par leur présence quotidienne devant le tribunal, un soutien populaire dont *l'Humanité*, seul quotidien national français à avoir couvert l'événement, a porté témoignage.

Tout un peuple est debout pour crier haut et fort sa soif de reconnaissance et de liberté. Un peuple que l'on traite de terroriste parce que chaque jour nombre de ses enfants tombe les armes à la main pour que vivent les trois couleurs de l'âme kurde. Un peuple qui reconnaît M. Abdullah Ocalan comme leader, au grand dam des donneurs de leçon occidentaux.

Il est temps, grand temps, que la communauté internationale reconnaisse, comme elle l'a fait pour les Kurdes d'Irak, le droit à l'existence de leurs frères de Turquie. Il y a urgence à ce que les propositions de paix formulées par le PKK soient entendues. La main tendue par les Kurdes peut être celle qui ouvre les portes à un règlement politique et pacifique, à l'inverse de l'exigence irréaliste d'une capitulation et d'un reniement identitaire que formulent les autorités turques avec le soutien de l'Union européenne.

La détermination du peuple kurde s'exprime par la bouche de M. Osman Baydémir, un des inculpés, maire de Diyarbakir, capitale historique du Kurdistan de Turquie, qui, répondant au reporter de *l'Humanité*, déclarait : « Si défendre les droits de l'Homme et la démocratie est un crime, alors oui je commets un crime. Si revendiquer le droit à ma culture, à mon identité, à ma langue est un crime, alors oui je suis un criminel ».

Il mène, avec tous les élu-e-s du BTP et les progressistes turcs, le combat pour la liberté que les intérêts mercantiles, économiques et politiques des puissances européennes tentent de dénaturer et d'étouffer.

Il y a urgence à apporter le soutien des communistes et de leurs élu-e-s à celles et ceux qui, devant les tribunaux, continuent à crier justice, démocratie et paix.

Chaque lettre, mail, pétition, adressé aux autorités turques pour demander l'abandon des poursuites et la reconnaissance de l'identité kurde, concrétisera, plus que les paroles, la solidarité des progressistes français, aux premiers desquels devraient se trouver les communistes.

Dominique Torre
fédération Haute-Corse
présidente de *Amitié Corse-Kurdistan*

Joël Dutto
fédération des Bouches du Rhône
conseiller général honoraire, conseiller municipal de Marseille

Pierre Barbancey
fédération des Alpes Maritimes
journaliste

Maître Daniel Voguet
avocat au Barreau de Paris

FRANCE/GRANDE-BRETAGNE

un accord « historique » ou conjoncturel ?

Ce 2 novembre 2010, la France et la Grande-Bretagne ont signé un Traité de coopération en matière de défense et de sécurité qui se traduit par le lancement de plusieurs études, notamment sur des « drones » (avions sans pilote), de surveillance puis de combat, dans vingt ans, la coopération aéro-navale entre les porte-avions français et britanniques dans dix ans (si les Britanniques construisent bien un porte-avions avec un dispositif à catapulte).

S'agit-il d'un « accord historique », comme l'ont qualifié les dirigeants des deux pays ? Pas sûr, il s'agit d'abord d'un accord bilatéral entre deux pays qui déclarent, non sans arrogance, dans leur texte commun : « Nous investissons, à nous deux, la moitié des budgets de défense des pays européens et les deux tiers des dépenses de recherche et de technologie ».

Les seules mesures concrètes sont la création d'un corps expéditionnaire pour pouvoir faire bonne figure, sans doute, à côté des États-Unis, dans des opérations extérieures. Celles-ci ne sont encadrées par aucune restriction dans leur énumération (pas de référence à la Charte des Nations unies, par exemple)... La deuxième mesure est une coopération entrant dans le cadre de la simulation des essais nucléaires pour le maintien des armes nucléaires.

Cette installation, qui sera appelée EPURE, dans le laboratoire de Valduc, où se fait actuellement déjà l'assemblage des têtes nucléaires, s'ajoutera au laser Mégajoule, au Barp, près de Bordeaux, destiné à la simulation des explosions nucléaires, à l'installation AIRIX, basé à Moronvillers, où sont radiographiées les mise à feu des charges nucléaires. EPURE devrait être un programme AIRIX amélioré, qui teste l'explosion de l'amorce d'une bombe nucléaire et radiographie, pendant cette phase de forte compression, le comportement des matériaux nucléaires.

Les deux pays estiment que ces programmes de simulation des essais nucléaires ne sont pas interdits par le TICEN (Traité d'interdiction) qu'ils ont ratifié. Formelle-

ment, peut-être, mais dans la mesure où le but de ces installations est de maintenir, voire tester, la modernisation des têtes nucléaires, ils s'opposent et à l'esprit et à la lettre du Traité de non-prolifération, qui prévoit, « dans un délai rapproché », d'aller au désarmement nucléaire, engagement renouvelé et renforcé par tous les participants dans la résolution adoptée lors de la Conférence d'examen de ce même TNP, en mai dernier à New-York.

On peut estimer que cet accord ne donne pas un signal favorable au processus de désarmement nucléaire. On sait que les propositions d'Obama sur ce sujet avaient considérablement agacé la diplomatie française, qui reste attachée au statut nucléaire de la France comme maintien d'un attribut de puissance. Le retour de notre pays dans le commandement militaire intégré de l'OTAN correspondait au désir de N. Sarkozy de devenir, à son tour, un soutien sans faille d'une politique étasunienne fondée sur le modèle Bush.

Contrairement à ce qu'écrit le député PS J.-Michel Boucheron dans la presse, qui parle « d'un progrès pour la défense de l'Europe », l'accord franco-britannique ne vise pas à s'inscrire dans le renforcement d'une défense européenne, jugée trop problématique, mais plus dans le désir de montrer que la France, en resserrant ses liens militaires avec la Grande-Bretagne, pouvait elle aussi accéder au statut « d'allié fidèle » des États-Unis, et obtenir, en retour, quelques miettes du pouvoir.

Au nom d'un « réalisme » sans principe, cet accord s'inscrit dans une vision purement militaire de la sécurité internationale, basée sur le renforcement de l'OTAN et la défense d'intérêts vitaux aux contours de plus en plus douteux. Il n'ouvre à aucun moment une perspective politique de renforcement d'une sécurité globale qui s'appuierait sur la promotion du droit international, des accords de désarmement, de la prévention des conflits à la source.

Daniel Durand

<http://culturedepaix.blogspot.com/>

RETOUR DE « BAMAKO 2010 »

Le 20 octobre 2010 avait lieu à Paris, au siège du PCF, la restitution du colloque de Bamako co-organisé par l'Union malienne du rassemblement démocratique africain (UM-RDA) et le PCF à l'occasion du cinquantenaire des indépendances.

Sylvie Jan, chargée du collectif *Afrique* du PCF nous en offre un résumé qui donne à voir la richesse de la soirée.

En présence de Pierre Laurent, secrétaire national, de Jacques Fath, responsable des *Relations internationales*, du PCF et des membres qui composaient la délégation à Bamako, un peu plus de 80 personnes ont participé à cette soirée.

Marqué par la diversité des participants, le débat a porté sur les besoins de résistances et d'alternatives politiques, le besoin de créer de l'espoir politique. Le colloque de Bamako, qui avait offert comme le souhaitent nos camarades maliens, un « espace politique », a fait ressentir à Francis Wurtz « un souffle commun ». La tenue de ce colloque, co-organisé par l'Union malienne du rassemblement démocratique africain (UM-RDA) et le PCF, déjà ensemble il y a 50 ans dans la lutte anti-coloniale, avait permis la participation de représentants de 15 formations politiques de 10 pays, avec plus de 200 participants, universitaires, personnalités politiques et société civile. En se consacrant au cinquantenaire des indépendances, il s'est aussi tourné vers l'avenir pour tenter d'apporter des réponses aux urgences, aux ravages qu'a imposé « la guerre économique mondiale », dite « mondialisation » selon les propos d'Aminata Traoré.

Agir concrètement pour un nouvel internationalisme

L'autre raison participe de la volonté commune exprimée par les deux nouveaux dirigeants de l'UM-RDA et du PCF de renforcer nos liens, d'aller vers un front commun de luttes contre le capitalisme, contre l'impérialisme dans ses formes les plus actuelles.

SEMAINE ANTI-COLONIALE 2011 soirée inaugurale au siège du PCF

Au moins 2,5 millions d'hectares de terres sont achetées en Afrique par des États étrangers, des multinationales ou des fonds de pension. Un rapport de la FAO de 2009 souligne que le secteur privé est dominant et concerne surtout les pays comme l'Éthiopie, le Ghana, le Mali, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, le Soudan, la Zambie.

Mais l'évaluation est fortement sous-estimée. L'agence Reuters par exemple, fait état d'un investissement portant sur 400 000 ha au Soudan, absent des statistiques officielles.

Cette question de l'accaparement des terres fera l'objet d'un débat particulier lors de la prochaine *Semaine anti-coloniale* en février 2011, dont la soirée inaugurale se tiendra sous la coupole, au siège national du PCF.



Des exigences communes se sont exprimées entre les participants africains au colloque de Bamako et nous-mêmes : les grandes questions comme celles d'un nouvel ordre alimentaire, qui suppose de sortir du fardeau de la dette, celles de privilégier la production locale et l'autosuffisance alimentaire, ou encore de briser l'image d'une Afrique « affamée ». Cela suppose aussi une réforme de l'ONU dans le sens d'une nouvelle gouvernance mondiale pour l'alimentation, indépendante des logiques actuelles de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale.

50 à 80 % de la population, en Afrique sub-saharienne, vit de l'agriculture et seulement 4 % du budget lui est alloué. Soutenir les luttes paysannes pour la souveraineté alimentaire, pour les droits des agricultrices, qui sont le plus souvent des agricultrices, les soutenir dans leurs luttes contre l'expropriation des paysans, se pose avec force aujourd'hui du fait d'un nouveau néo-colonialisme foncier, celui que constitue le scandaleux accaparement des terres. Pour plusieurs représentants africains et responsables d'associations, cette question est « sûrement parmi les questions les plus importantes en 2010 ».

Avec les forces progressistes africaines, avec celles d'Europe comme avec celles qui résistent en France, partout dans le monde, notre démarche est la même : nous voulons nous retrouver sur des contenus partagés, concrets, rassembleurs et transformateurs. Comme Jacques Fath l'a démontré, nous voulons faire de ces contenus le ciment des rassemblements et d'un nouvel internationalisme qui se construira en éradiquant toutes les logiques de domination et de pillage. Il faut « partager des valeurs communes, des contenus », il faut aboutir à « un internationalisme qui fasse bouger le monde à la fois au Nord et au Sud ». Le PCF

Bamako 2010

« doit continuer ce qu'il vient d'entreprendre et discuter avec les progressistes de tous les pays africains ». Il doit « soutenir les médias libres et indépendants », « soutenir les organisations africaines auprès des pouvoirs publics en France ».

La rencontre de Bamako a représenté un temps fort de rencontre, notamment avec les forces progressistes africaines de l'Ouest, ce qui a amené un participant à proposer « une deuxième rencontre en Afrique ».

Un autre temps fort a été accordé à la conception de l'indépendance, qui ne signifie pas souveraineté, à la question des contenus à donner à la démocratie et à la transformation sociale et au besoin de « l'émergence des peuples ». L'émergence d'une société civile passe par la jeunesse africaine, nos efforts doivent aussi se tourner vers les jeunes, pour les soutenir dans leurs luttes. Nous avons besoin d'information, de débats politiques, aussi dans nos villes, dans nos quartiers .

Pierre Laurent a souligné que « Bamako correspondait à la relance d'un travail qu'il faudra développer avec persévérance, application, qui ne laisse pas de répit à Sarkozy et aux pratiques mafieuses de la Françafrique ».



Nos invités africains ont souligné à plusieurs reprises l'importance et l'espoir que représentait une telle rencontre pour les forces progressistes africaines.

En écho au colloque de Bamako, où les questions des frontières artificiellement dessinées, des migrants, des visas, de la libre circulation des personnes ont largement été abordées, cette soirée a accueilli une délégation de travailleurs sans-papiers, porte-parole des 500 salariés occupant depuis le 12 octobre la Cité nationale de l'histoire de l'immigration à Paris. Exprimant leur détermination à être reconnus dans leurs droits pour obtenir leurs papiers, ils ont appelé au soutien « pour tenir jusqu'au bout », et ont obtenu l'engagement du PCF à poursuivre, à leurs côtés « jusqu'à la victoire pour tous ».

Pierre Laurent a souligné que « Bamako correspondait à la relance d'un travail qu'il faudra développer avec implication, persévérance, application ». Un travail « approfondi et de solidarité » [...] qui ne laisse pas de répit au gouvernement de Sarkozy, aux pratiques mafieuses de la Françafrique. « Nous avons besoin de construire des relations de solidarité sur de l'action politique [...] Nous voulons affronter tout cela avec ambition, nous voulons créer de l'espoir politique [...] Je vous confirme qu'il ne faut pas laisser ces débats dans les mains de quelques experts. La période nous permet de dire ce que nous voulons faire, concrètement : par exemple, quels changements dans la politique euro-africaine ? Il nous faut répondre à cette question [...] Pour permettre aux jeunes, aux gens, d'être eux-mêmes acteurs, la participation des populations passe par politiser nos combats [...] Nous avons à investir le débat politique pour 2012 ».

Cette rencontre trouvera son prolongement notamment dans la participation du PCF au Forum social mondial à Dakar et dans sa participation à la **Semaine anti-coloniale** en février 2011. Le collectif *Afrique* a engagé son travail. Il est disponible pour toute initiative en France. Pour lui formuler vos propositions, suggérer des rencontres et initiatives, entrer en contact : sylvie.jan@free.fr

LES PERSONNALITES ET ORGANISATIONS PARTICIPANTES

Francis Wurtz, député honoraire européen ; **Alain Ruscio**, historien ; **Xavier Compain**, membre du Conseil national responsable de l'Agriculture et de la Pêche ; **Daniel Feurtet**, maire honoraire de Blanc-Mesnil, membre du collectif *AfriqueS* du PCF ; **Sylvie Jan**, chargée du collectif *AfriqueS* du PCF. (Martin Verlet, chercheur, s'était fait excuser).

Participation des représentants des forces progressistes africaines du Togo, Tchad, Djibouti, Cameroun, Congo RDC, Gabon, Mauritanie, Mali, Amicale Pan-Africaine.

Participation des associations françaises : CCFD, AFASPA, Survie, Association pour l'aide au développement des Foutas-Mali, Collectif des sans-papiers, Association des femmes maliennes de Montreuil, Conseil des Maliens de Montreuil, Mouvement de la Paix.

Délégation des salariés sans-papiers occupant la Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

Organisations internationales : Forum Social Mondial, Forum du Tiers monde.

Institutions : Parlement européen, Conseil régional d'Île-de-France, Conseil de Paris, Mairie de Malakoff, Mairie de Saint-Ouen, Mairie de Blanc-Mesnil.

Presse, réseaux d'informations : Africa n° 1, Union internationale des journalistes africains, Recherches internationales, Agenda des actions africaines.

Des militants communistes des fédérations de Paris, des Hauts de Seine, de Seine-Saint-Denis et du secteur international du PCF.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF.

MÉDITERRANÉE MOYEN-ORIENT

Participation et intervention de Jacques Fath à la Conférence de presse à l'Assemblée nationale pour le lancement de l'initiative unitaire « Un bateau français pour Gaza », le 26/10.

Participation de Jacques Fath à la séance inaugurale à l'Assemblée nationale de la Conférence européenne de soutien au peuple sahraoui (Eucoco 36), le 28/10. Participation de Meriem Derkaoui pour le PCF à la conférence au Mans le 29/10.

Participation de Jacques Fath au diner offert par le PC du Liban à l'occasion de son 86ème anniversaire, le 5/11.

ASIE

Participation de Christiane Marcie au rassemblement organisé par l'association des Birmanes en France et Info-Birmanie, contre la mascarade des élections en Birmanie et pour la libération d'Aung San Suu Kyi et de tous les prisonniers politiques, au Trocadero, le 7/11.

Communiqués de presse et autres liens

Sakineh : Pierre Laurent écrit à Seyed Mehdi Miraboutalebi, ambassadeur d'Iran le 4/11

<http://www.pcf.fr/spip.php?article5188>

La visite de Hu Jintao en France du 4 au 6 novembre 2010

<http://www.pcf.fr/spip.php?article5246>

AFRIQUE

Participation de Jacques Fath à la réception donnée par l'ambassade d'Angola à l'occasion de la Fête nationale et du 35ème anniversaire de l'Indépendance, le 15/11.

Rencontre avec le Secrétaire général du MPLA (Angola). Délégation du PCF: Pierre Laurent, Jacques Fath, Sylvie Jan, Aly Ndiaye, Lydia Samarbakhsh, le 16/11.

EUROPE

Rencontre de Pierre Laurent et Jean-François Gau avec Paolo Ferrero, secrétaire général de Rifondazione comunista à Rome, le 27/10.

Rencontre de Pierre Laurent, Jacques Fath et Alain Rouy avec Klaus Ernst et Gesine Lötzh, co-présidents de Die-Linke à Hanovre, les 6-7/11.

Participation de Jacques Fath et Jean-François Gau au 21ème Congrès de l'AKEL à Nicosie, Chypre. Participation à une rencontre internationale sur le thème: « le combat de la gauche et la résistance populaire pour la paix, la sécurité et contre l'ordre néo-impérialiste », du 25 au 28/11.

AMÉRIQUE LATINE

Participation de Jacques Fath et Obey Ament à la 4e conférence européenne des militants communistes péruviens, à Ivry, le 30/10.

Rencontre d'Obey Ament avec Mario Huaman, secrétaire général de la CGTP, membre de la direction du PC du Pérou, le 3/11.

Participation de Jacques Fath et Obey Ament pour le PCF au 40ème anniversaire de France Amérique latine à Ivry, le 13/11.

Rencontre d'Obey Ament avec Fernando Ferro, président du groupe parlementaire du PT du Brésil à la Chambre des députés, le 26/11.

OTAN, PAIX ET DÉSARMEMENT

Participation de Jacques Fath et José Cordon pour le PCF, à la manifestation anti-OTAN organisée à Lisbonne contre le Sommet de l'Alliance atlantique par le collectif « Paz sim ! Nato não ! ». Rencontre avec les mouvements de paix. Animation d'un débat sur le thème « OTAN, guerre et crise globale » au contre-sommet organisé par le réseau « No to war-No to Nato ». Rencontre avec Angelo Alves, membre du Comité politique du CC du PC du Portugal, responsable des *Relations internationales*, les 19 et 20/11.

Communiqués de presse et autres liens

Accord Franco-Britannique : le PCF dénonce une inacceptable course aux armements nucléaires le 3/11

<http://www.pcf.fr/spip.php?article5181>

Sommet de Lisbonne : L'OTAN est un facteur aggravant des crises d'aujourd'hui le 22/11

<http://www.pcf.fr/spip.php?article5218>

COOPÉRATION

Rencontre de Jacques Fath avec Samir Amin et Khrisna Padmanabhan Murthy sur la coopération entre le PCF et le Forum mondial des Alternatives, le 2/11.

ÉVÉNEMENTS PUBLICS AU SIÈGE DU PCF

Audition publique de Nils Andersson (ATTAC) sur la réforme de l'ONU et le multilatéralisme, le 3/11.

Audition publique de Bertrand Badie, professeur à l'IEP Paris et chercheur au CERI-Science Po, sur les enjeux actuels de la sécurité internationale, en amont du Sommet de l'OTAN à Lisbonne, le 16/11.

ÉVÉNEMENT EXTÉRIEUR

Animation par Jacques Fath d'un débat sur ce que la gauche devrait faire dans le domaine international pour contribuer à une alternative, à Nevers, le 9/11.

COLLECTIFS UNITAIRES

Participation régulière du PCF au Collectif OTAN-Afghanistan (national et international), Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire (ICAN), Maghreb Solidarité, Palestine, Bolivie, Sortir du colonialisme.

SUGGESTION DE LECTURE

Revue *Transform* !

n°7 - 2010 *Europe : the crisis goes on* (version anglaise)

[http://www.transform-](http://www.transform-network.net/fileadmin/user_upload/transform_mag_07_eng/transf_0710-sc.pdf)

[network.net/fileadmin/user_upload/transform_mag_07_eng/transf_0710-sc.pdf](http://www.transform-network.net/fileadmin/user_upload/transform_mag_07_eng/transf_0710-sc.pdf)

L'Europe doit s'affranchir de la tutelle de l'OTAN

Le principal objectif du sommet de l'OTAN qui s'est tenu les 19 et 20 novembre à Lisbonne était d'adopter un nouveau concept stratégique qui constitue un saut qualitatif dans les objectifs et les missions d'une Alliance qui regroupe 28 pays dont 21 sont également membres de l'UE. Avec ce nouveau concept, l'OTAN prétend élargir son rayon d'action et la projection de ses forces à l'échelle de toute la planète au nom de nouvelles menaces globales supposées : le terrorisme, la prolifération nucléaire et des missiles balistiques, les attaques informatiques, la piraterie...

Depuis plusieurs années, les responsables de l'OTAN avaient mis au point l'essentiel de la conception de la nouvelle stratégie atlantiste : à la fois continuer à garantir l'intégrité de la défense du territoire de l'Alliance et élargissement de son champ géographique ; redéfinition des missions militaires d'intervention dans le monde, comme en Afghanistan ; incorporation de nouveaux paradigmes incluant la protection des infrastructures énergétiques dans des situations de crise. Ce changement a conduit l'OTAN à une adaptation politique, tenant compte – en partie – de l'évolution d'un monde de plus en plus multipolaire, de l'émergence de nouvelles puissances résistant à l'unilatéralisme nord-américain et de la nécessité pour les États-Unis de rechercher une consolidation de ses partenariats actuels avec l'UE, comme l'amélioration de ses relations avec la Russie (sommet spécifique à Lisbonne).

Dans ce cadre, la décision prise à Lisbonne de mettre le développement d'un système de défense anti-missiles au cœur du dispositif otanien et de son nouveau concept est un facteur d'instabilité extrêmement dangereux. Il contribue à relancer la course aux armements – notamment en Europe – au service exclusif des possibilités d'intervention globale agres-

sives de l'OTAN. De plus en plus, la crainte s'exprime dans les pays émergents du Sud « *qu'une aire étendue d'intervention de l'OTAN puisse conduire à des actions multilatérales de guerre, sans le soutien du Conseil de sécurité de l'ONU* » (Nelson Jobim, ministre de la Défense du Brésil).

Notons que, si la Russie a accepté le principe d'une coopération avec le nouveau système de défense anti-missiles ; elle a demandé néanmoins que certains points soient clarifiés concernant le déséquilibre potentiel concernant les arsenaux nucléaires ; l'exigence que l'OTAN cesse de renforcer son élargissement envers des pays que la Russie inclut dans « *sa sphère d'influence* ». La Russie souhaite également obtenir des garanties qu'il n'y aura pas d'augmentation des infrastructures militaires américaines dans les pays de l'Est européen membres de l'OTAN et de l'UE. Sur ce dernier point, la discussion risque d'être rude, tant les États-Unis – comme le signale Rick Rozoff – « *font un énorme effort pour établir avec l'OTAN comme intermédiaire, bases, troupes et missiles sur toute l'étendue du territoire de l'Europe de l'Est, de la mer Baltique à la Méditerranée* »¹.

L'Europe de plus en plus alignée sur l'OTAN

Les traités actuels, et notamment le dernier en date, le traité de Lisbonne, soulignent déjà fortement les liens entre la politique extérieure et de sécurité commune de l'UE et l'OTAN².

Le nouveau concept stratégique de l'OTAN souligne cette interaction entre l'OTAN et une UE partenaire « *unique et essentiel* ».

La mise en place au cœur du dispositif otanien d'un système de défense anti-missile accepté par l'UE et notamment ses deux puissances nucléaires que sont la France et le Royaume-Uni, accentue encore le lien de dépendance de l'UE par rapport à l'OTAN et l'illusion d'une défense européenne autonome. « *Si l'Europe rejoignait les États-Unis dans le développement d'un système anti-missiles, ce serait une démonstration claire de l'investissement européen dans la relation transatlantique* » (A.F. Rasmussen).

Le nouveau concept précise : « *Nous réaffirmons notre détermination à continuer à fournir les ressources, y compris les forces et les capacités requises pour accomplir toute la gamme des missions de l'Alliance... accroître la déployabilité, la soutenabilité et l'interopérabilité de nos forces et donc leur employabilité* ».

1. Rick Rozoff: les États-Unis consolident de nouveaux avant-postes militaires en Europe de l'Est, 18 octobre 2010.

2. Le traité de Lisbonne élargit les possibilités européennes d'interventions militaires à « *des missions de forces de combat pour la gestion des crises* » y compris pour le « *rétablissement de la paix* ». Il institue une clause « *d'assistance mutuelle* » qui, si elle n'affecte pas le « *caractère spécifique* » de la politique de défense de certains États membres (les États non membres de l'Alliance atlantique), mentionne néanmoins l'OTAN comme le « *fondement* » et « *l'instance collective* » des engagements qui lient les États signataires du traité de l'Atlantique Nord. Enfin, toujours dans la même logique, le traité de Lisbonne incite les pays membres de l'UE à renforcer leur capacité militaire dans le cadre de l'Agence européenne de l'armement, un marché intérieur de l'armement ayant pour but de coordonner les investissements et les échanges entre les différents pays en concordance avec les moyens de l'OTAN.

l'Europe doit s'affranchir...

L'accord de partenariat franco-britannique signé le 2 novembre à Londres³ participe lui aussi à cette militarisation de l'UE dans le cadre de l'OTAN. Le document réaffirme que l'OTAN « est la garantie essentielle de la sécurité en Europe » et « nous encourageons tous les membres de l'UE à développer leurs capacités civiles et militaires afin d'être plus efficaces en matière de sécurité et de gestion des crises ». Ainsi la France et le Royaume-Uni contribuent à faire pression sur les pays de l'UE qui ne font pas partie de l'OTAN pour les entraîner dans la stratégie d'un partenariat euro-américain encore renforcé. D'ailleurs, comme en écho, la Déclaration du sommet de Lisbonne saluait l'accord France-Royaume-Uni et « l'introduction de méthodes innovantes de mise en commun et de partage des capacités européennes... qui contribueront aux capacités globales de l'OTAN ».

Ce sommet de l'OTAN a surtout totalement évacué les questions essentielles qui lient paix et sécurité dans le monde aux exigences de développement, à la réponse aux attentes sociales et démocratiques. Cette réponse passe par un recul de la militarisation

3. Création d'une force militaire de 5000 hommes, développement d'équipements et de technologies de nouvelle génération, programme de missiles, développement de processus liés à la modernisation des têtes nucléaires...

et de la guerre alors que l'OTAN vient de relancer à Lisbonne son occupation de l'Afghanistan malgré le terrible bilan humain de l'intervention en cours qui provoque de plus en plus le rejet de la guerre et l'exigence de retrait des troupes, notamment en Europe. L'ensemble de la Gauche européenne de transformation s'oppose à cette nouvelle avancée vers la militarisation et la guerre. L'Europe doit contribuer au désarmement nucléaire et conventionnel et consacrer ses moyens budgétaires à la résolution des problèmes économiques et sociaux particulièrement cruciaux engendrés par l'aggravation de la crise du capitalisme. L'Europe a besoin d'une politique de sécurité fondée sur la prévention des crises et l'élimination des causes des conflits. Celle-ci passe par le multilatéralisme et par le renforcement, la démocratisation de l'ONU. L'Europe doit s'affranchir pour cela de la tutelle de l'OTAN et avancer vers son démantèlement.

Telle doit être l'engagement et l'ambition des communistes et de la Gauche européenne. Telles ont été les exigences portées par les dizaines de milliers de militants pacifistes à Lisbonne réunis notamment autour du mot d'ordre « PAZ SIM ! NATO NÃO ! ».

José Cordon

responsable Europe des Relations internationales

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SOMMET DE LISBONNE

l'OTAN est un facteur aggravant des crises d'aujourd'hui

Le sommet de l'OTAN à Lisbonne est qualifié d'historique avec l'adoption d'un nouveau concept stratégique pour faire face aux défis du siècle. Mais cette inflation verbale masque difficilement l'impasse dans laquelle l'OTAN est engagée.

La paix et la sécurité dans le monde ne sont possibles qu'en liant les exigences de développement dans toutes ses dimensions, à la réponse aux attentes sociales et démocratiques. Elles passent par le règlement des conflits, la nécessité du multilatéralisme, par le renforcement et la démocratisation du cadre de l'ONU.

Le sommet de l'OTAN a évacué toutes ces questions. Il n'a fait que prolonger et adapter les stratégies fondées sur les logiques de guerre et d'affrontement entre grandes puissances. Celles-ci accentuent les tensions, les violences et les confrontations armées. En Irak ou en Afghanistan où l'OTAN est militairement engagé, force est de constater que le désastre sécuritaire le dispute à l'échec politique. L'OTAN n'est pas la solution. Elle fait partie du problème. Elle est un facteur aggravant des crises d'aujourd'hui, en particulier en Afghanistan.

Le Parti communiste français rappelle son exigence du retrait des troupes de l'OTAN de l'Afghanistan et de la définition d'une nouvelle approche pour la reconstruction du pays et la sécurité dans toute la région.

Ce sommet de Lisbonne démontre l'importance de l'action pour une conception nouvelle de la sécurité et des relations internationales. Elle passe par le démantèlement de cette organisation fondée sur l'exercice de la force et les politiques de domination.

Parti communiste français

danger pour la paix

par **Arielle Denis**, co-présidente du Mouvement de la paix¹
porte-parole du Collectif Otan/Afghanistan

Les 19 et 20 novembre prochains, à Lisbonne, les dirigeants et chefs d'États des pays de l'OTAN doivent adopter le *nouveau concept stratégique* de l'organisation. C'est là une occasion unique de faire le bilan de cette alliance militaire vieille de 61 ans et dont la France a officiellement réintégré le commandement en 2009 – contre l'avis majoritaire des Français. Malheureusement, aucun espace de débat démocratique n'a été prévu malgré les enjeux considérables, politiques, stratégiques et économiques que recouvre ce Sommet de Lisbonne.

Pour la paix, pour l'avenir des relations internationales, pour l'Union européenne, pour la France, il faut pourtant poser les questions.

D'abord, quel sens donner à la poursuite d'une alliance militaire, sous commandement des États-Unis, conçue en son temps pour « contenir l'avancée du communisme en Europe » dans le monde du XXI^{ème} siècle ? Comment l'ONU peut-elle jouer son rôle multilatéral pour « maintenir la paix et la sécurité internationale » à côté d'une alliance militaire qui concentre 80% des moyens militaires du monde ? Quelle voix originale peut faire entendre l'Union européenne pour décider de sa politique de sécurité et de défense alors que son interaction avec l'OTAN inscrite dans le traité de Lisbonne « est devenue une nécessité stratégique » selon le Secrétaire général A.F. Rasmussen qui plaide pour une « approche totale » ? Quelle marge d'action restera-t-il à la diplomatie française pour agir de façon indépendante ?

D'autres sujets à l'ordre du jour à Lisbonne nous inquiètent :

Les armes nucléaires de l'OTAN en Europe et la « défense anti-missile » sont au programme. L'Allemagne, les pays du Benelux et la Norvège d'une part, la Pologne et la Suède d'autre part, ont souhaité avancer vers l'élimination de l'arsenal nucléaire de l'OTAN en Europe. Malgré les engagements en faveur du désarmement pris lors de la Conférence de révision du TNP en mai dernier, Robert Gates a déjà exclu cette hypothèse. De plus, les États-Unis souhaitent entériner leur projet de « défense anti-missile » à Lisbonne. Ce projet pharaonique de 100 milliards de dollars, auquel les États européens sont sommés de

contribuer largement, est destiné à protéger l'Europe d'une attaque de missile. Quelle menace réelle justifie un tel effort de guerre en pleine crise économique ? Ce projet dangereux relance la course aux armes nucléaires et ancre définitivement la défense de l'UE dans celle des États-Unis.

Autre sujet brûlant, l'Afghanistan, où les États-Unis à Lisbonne veulent faire accepter aux pays membres de rester jusqu'en... 2014. L'OTAN s'enlise dans ce pays martyr où les victimes tant civiles que militaires n'ont jamais été aussi nombreuses. Le résultat des élections du 18 septembre n'a toujours pas été proclamé pour cause de « fraude massive ». Outre les souffrances infligées aux civils comme aux soldats, outre les échecs de cette guerre, la participation française en Afghanistan coûte près de 1,3 million d'euros chaque jour !

Nous avons d'autres ambitions tant pour la France et pour l'Union européenne que pour le monde. Il n'y a pas de solutions militaires aux maux de notre temps ni au terrorisme qui se nourrit des injustices, ni à la prolifération des armes, encouragée par le refus de désarmer des pays les plus puissants. Au contraire, c'est la militarisation des relations internationales qui rend le monde instable et violent. Les dépenses militaires des pays membres de l'ONU ont augmenté de 50% durant les 10 dernières années et dépassé 1 500 milliards de dollars, et ce depuis le moment où, il y a 10 ans, ont été définis les *Objectifs du millénaire pour le développement*, si difficiles à financer...

Les 35 organisations du *Collectif Otan-Afghanistan*² dénoncent le déni de démocratie et exigent que s'ouvre un grand débat démocratique, public et transparent sur la défense et la sécurité. Elles nous appellent à protester contre ce Sommet de Lisbonne qui relance les tensions mondiales, la course aux armements et arrime l'Union européenne à la défense des États-Unis.

1. www.mvtpaix.org

2. www.otan-afghanistan.org et collectif international www.no-to-nato.org